

Brochure n° 3032

Conventions collectives régionales

BÂTIMENT

IDCC : 1740. – **Ouvriers**
(Région parisienne)

IDCC : 1843. – **Ingénieurs, assimilés et cadres**
(Région parisienne)

AVENANT N° 34 DU 5 DÉCEMBRE 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2018

NOR : ASET1850392M

IDCC : 1740

Entre :

FSCOP BTP Île-de-France, Haute-Normandie, Centre ;

FFB Grand Paris ;

FFB Île-de-France ;

CAPEB Île-de-France,

D'une part, et

CFTC BTP Île-de-France ;

UFIC UNSA ;

URCB CFDT Île-de-France ;

FO BTP bois,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article IV.8 du titre I^{er} de la convention collective régionale des ouvriers du bâtiment concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par l'article 1^{er} des clauses générales, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les revalorisations des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Île-de-France (hors Seine-et-Marne).

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

À compter du 1^{er} janvier 2018

La valeur du point (VP) à : 7,92 €.

La partie fixe (PF) à : 312 € pour le coefficient 150.

La partie fixe (PF) à : 163,60 € pour le coefficient 170.

La partie fixe (PF) à : 114,80 € pour le coefficient 185.

La partie fixe (PF) à : 71,80 € pour le coefficient 210.

La partie fixe (PF) à : 43,40 € pour le coefficient 230.

La partie fixe (PF) à : 3 € pour le coefficient 250.

La partie fixe (PF) à : 31,60 € pour le coefficient 270.

Ce qui fixe le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (pour 35 heures hebdomadaires)
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
– position 1	150	1 500
– position 2	170	1 510
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	1 580
Niveau III		
Compagnons professionnels		
– position 1	210	1 735
– position 2	230	1 865
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
– position 1	250	1 983
– position 2	270	2 170

Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), bureau des relations collectives du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Paris, le 5 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)